

que des avertissements semblent devenir attrayants au point que l'on subit son sort d'abord en silence, puis avec compassion et enfin avec une sorte de satisfaction.

Nous avons entendu, ce matin, le sous-ministre des Finances nous dire qu'il nous fallait de quelque manière encourager ceux qui sont opprimés sous le fardeau des dettes; que, bien que les créanciers et les débiteurs se soient rencontrés—et ils l'ont fait par milliers—et en soient venus à un arrangement au sujet des obligations, les réduisant pour ainsi dire à la somme susceptible d'être acquittée—et bien que notre malheureuse loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers en ait augmenté considérablement le nombre, tout en ne représentant quand même qu'une fraction du nombre de ceux qui s'occupent de leurs propres affaires, il existe encore un groupe de personnes qui possèdent des propriétés sur lesquelles elles doivent plus que ce que ces propriétés valent en réalité. En conséquence, a-t-il ajouté, notre système économique ne donne qu'environ 60 p. 100 de son plein rendement. Mon Dieu! s'il en est ainsi ce système n'a jamais fait autre chose et ne peut faire davantage. Tant que le monde existera les dettes dépasseront toujours les valeurs données en garantie. Dire qu'il incombe au gouvernement de rechercher au sein du peuple les gens qui ont été trop optimistes et dont les dettes sont trop fortes, ou encore ceux qui, bien que faisant preuve d'un assez bon jugement, ont été malchanceux au point de devoir plus qu'ils ne peuvent rembourser; dire qu'il incombe à l'Etat de rechercher ces gens dans tout le pays et de mettre le crédit national à leur service afin de les tirer d'embaras, c'est énoncer un principe qui, à mon avis, ne saurait être établi et qui ne peut pas être appliqué dans une libre agglomération de personnes. Je ne sache pas qu'un principe de ce genre ait jamais pu être appliqué, si ce n'est sous le régime de la dictature. Peut-on s'imaginer pour un moment que Herr Hitler pourrait se conduire comme il le fait aujourd'hui, pour ce qui est du régime économique de l'Allemagne, s'il se trouvait dans un pays libre? Il ne le pourrait aucunement. Il savait qu'il ne pourrait réussir qu'en faisant disparaître jusqu'au dernier vestige de la liberté et en prenant lui-même tout en main. A chacun des citoyens de ce pays Herr Hitler dit de marcher, et il marche.

Je connais un pays qui a essayé pendant un certain temps de faire ce que nous voulons entreprendre ici, tout en cherchant en même temps à maintenir sa liberté. C'est un des pays de notre Commonwealth des nations britanniques. Je demande à l'un quelconque des habitants de ce pays situé aux antipodes de nous dire ce qu'est devenu ce commonwealth. Je n'aime pas rappeler les malheurs

Le très hon. M. MEIGHEN.

d'un pays semblable au nôtre et qui fait partie de notre grande famille, aussi bien vais-je parler d'un état de choses plus agréable en Australie. Ce pays se rendit compte qu'il se précipitait vers un abîme, le même que celui vers lequel nous nous dirigeons nous-mêmes, mais il s'arrêta en temps et, sous la direction d'un homme digne de ce nom, un homme d'Etat qui voyait juste, ce pays échappa à la ruine. Ce sauvetage fut opéré, non par l'adoption d'une loi du genre de celle-ci, non par des tours de passe-passe financiers, mais par le retour aux anciennes vertus domestiques. Par la réduction des dépenses de son pays, réduction à laquelle tout le monde dut contribuer,—les fonctionnaires, les employés de chemins de fer, les capitalistes, les pensionnaires et le reste,—cet homme d'Etat australien réussit à rétablir l'équilibre dans le budget de la nation. Je prie le gouvernement de notre pays de ne pas, par des mesures du genre de ce bill, exposer le pays au point où il ne pourra plus reprendre son aplomb. Nous nous acheminons vers cette position dangereuse. Nous avons eu au cours de la présente session tout un groupe de mesures qui poussent notre pays dans cette direction. Ces mesures sont peut-être populaires, c'est vrai, mais si la valeur d'une mesure doit être déterminée par sa popularité, dans ce cas c'en est fait de la démocratie et de la liberté. Ceux-là mêmes qui s'élèvent contre le facisme, qui cherchent à nous terroriser en nous disant que le facisme est en train de s'implanter chez nous, nous demandent chaque jour de poser des actes qui ne peuvent l'être que sous un régime de ce genre et les résultats seront de nature à conduire notre pays vers la dictature. Cette mesure législative est bien de cette catégorie.

Prenons le cas d'un homme qui a souffert sans qu'il y ait de sa faute, qui a subi de nombreuses épreuves. Si l'Etat se porte garant du sort de cet homme et aussi des autres qui se trouvent dans la même situation et entreprend de leur assurer ce que d'aucuns se plaisent à appeler la sécurité économique, dans ce cas l'Etat n'est plus libre, ou bien il est en faillite; il n'a plus la vie, l'essence même d'un pays libre. Dans un pays libre, chacun doit assurer soi-même sa propre sécurité. J'ajoute que l'aide accordée en vertu de ce bill n'est pas restreinte aux malheureux. On viendra en aide même aux imprévoyants, aux extravagants, aux insouciants et même, dans bien des cas, aux gens aisés.

Voyons un peu quel sera l'effet de cette mesure dans les régions agricoles. Quel bénéfice en retirera le travailleur constant qui s'est contenté de vivre selon ses moyens, qui est devenu propriétaire d'un petit lopin,—juste assez grand pour qu'il puisse l'entretenir,